

## Nouveau mode de production et nouveaux pouvoirs dans l'**entreprises : la parole aux salarié·e·s et aux citoyen·ne·s**

Jean-Noël Aqua - Conseiller de Paris - Groupe communiste - Front de gauche - Enseignant chercheur

Penser l'écologie et être cohérent suppose la remise en question des modes de production. Penser le communisme et être conséquent suppose l'intégration des enjeux environnementaux -véritables enjeux de classe. Dans les deux cas, la contestation de la propriété privée des biens de production et la maîtrise de l'activité productive par les salariés et citoyens, sont incontournables. Si le capitalisme exploite tant l'homme que la nature et vise essentiellement à l'accumulation de profits, promouvoir un développement humain durable exige de nouvelles finalités à l'activité productive, la satisfaction des besoins de la population, au respect de l'environnement et de la santé.

Pour ce faire, les salariés sont les mieux placés pour promouvoir des choix technologiques écologiquement responsables et favoriser des productions utiles aux populations. Dans leurs luttes, ils portent régulièrement ces enjeux. C'est bien sûr vrai dans la défense des services publics où ils promeuvent des enjeux de long terme. La lutte à la SNCF est exemplaire : le gouvernement libéral défend une privatisation qui va inmanquablement augmenter l'usage de la voiture et des bus Macron, et donc des pollutions (gaz à effet de serre, gaz nocifs, particules fines). A l'inverse, les cheminots portent de fait l'intérêt écologique, en parallèle aux conditions de travail et à la qualité du service aux usagers.

Au-delà des services publics, les salariés et organisations syndicales portent les enjeux environnementaux et sanitaires dans leurs luttes en proposant de développer des filières industrielles vertueuses (véhicules électriques, métallurgie ...) et des sites de production d'énergies décarbonées (centrales de biomasse, défense des barrages...), de développer d'une agriculture raisonnée ou biologique, de respecter des normes sanitaires (amiante, produits phytosanitaires...), de développer des coopératives pour des productions écologiques ou en circuits courts ou encore en promouvant la coopération et les transferts scientifiques pour lutter contre la pollution sous toutes les latitudes.

Les citoyens sont aussi partie prenante de ce mouvement. Les enjeux de la transition énergétique, d'une alimentation saine pour tous, de la pollution quotidienne, ou la promotion des biens communs sortant des logiques de marché (eau, air, énergie ...) - voire la gratuité - suscitent un intérêt sans cesse croissant. Il apparaît ainsi de plus en plus clairement que la démocratie doit franchir les portes de l'entreprise pour que celle-ci respecte les exigences de la société, et de nature. Orienter la production sur les besoins des populations et le respect de l'environnement suppose de nouveaux modes de production, mais aussi de nouveaux pouvoirs aux salariés et aux citoyens dans l'économie pour les imposer.

Questions :

- Quelles luttes concrètes investir prioritairement en matière de nouvelles productions à finalité sociale et environnementale ?
- Sur quelles bases (finalités, pouvoirs, modalités...) promouvoir de nouveaux modes de production ?